



## Décision individuelle N°2022-204

**Pétitionnaire** : société HBG France (marque Hélicoptères de France)  
pour le compte du Club Alpin Français Nice-Mercantour  
**Adresse** : Siège d'exploitation - Aéroport BP1, 05130 TALLARD  
**Nature de la demande** : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de parc national  
**Intitulé du projet** : Ouverture des refuges du CAF  
**Localisation** : refuge de Cougourde (St-Martin-Vésubie), refuge de Gialorgues (St-Dalmas-le-Selvage),  
refuge de Vens (St-Etienne-de-Tinée), refuge de Nice (Belvédère), refuges de la Valmasque et des  
Merveilles (Tende)

### La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 17 mai 2022 par le CLUB ALPIN FRANÇAIS Nice-Mercantour représenté par Monsieur MARIA Jean-Marie, président de la Commission des refuges,

**Considérant** que les refuges de Cougourde, de Gialorgues, de Vens, de Nice, de la Valmasque et des Merveilles sont des établissements commerciaux autorisés au titre de l'annexe 5 de la Charte du Parc,

**Considérant** que la demande de survol est liée aux héliportages d'approvisionnement en denrées nécessaires à l'activité des refuges, ainsi qu'en personnels d'entreprises chargés de procéder à divers contrôles d'installations,

**Considérant** qu'aux dates envisagées des survols, les ongulés sauvages dont le Bouquetin des Alpes et le Chamois, ainsi que les grands rapaces dont l'Aigle royal, sont en pleine période de reproduction et qu'il convient à ce titre de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques au plan de vol de l'hélicoptère,

**Considérant** la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir son concours ou sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci,

### DÉCIDE

## **Article 1 : Modification**

L'article 2, section 2.2 est modifié par la nouvelle carte ci-jointe.

**En-dehors de ces itinéraires autorisés, le survol à basse altitude à moins de 1000m reste interdit au-dessus du cœur du Parc national, incluant les gorges de Valabres.**

## **Article 2 : Prescriptions**

Les autres articles restent inchangés.

## **Article 3 : Autres obligations**

5.1. Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national, notamment en ce qui concerne l'acheminement des ouvriers, matériaux et outils par voie aéroportée.

L'ensemble des héliportages nécessaires à la réalisation des travaux devra faire l'objet de demandes d'autorisation dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

5.2. Cette décision ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

## **Article 4 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## **Article 5 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## **Article 6 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 3 juin 2022

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS



### **Copies :**

- J.M MARIA, CAF mercantour-Nice
- service territorial Tinée
- service territorial Vesubie
- service territorial Roya-Bévéra

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.





ANNEXE - DECISION N° 2022-204  
PLAN DE VOL DZ de SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE <-> REFUGE DE GIALORGUES

